

18 octobre 1981 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse de M. François Mitterrand, Président de la République, dans le cadre des relations franco-américaines, sur les relations Nord-Sud, l'aide au développement, le conflit du Proche-Orient, la politique monétaire américaine, au centre de presse de Williamsburg Lodge en Virginie, dimanche 18 octobre 1981

LE PRESIDENT.- Comme vous le voyez, c'est une journée où il se passe beaucoup de choses, d'agréables, intéressantes et utiles obligations. Je n'aurais pas voulu quitter demain les Etats-Unis d'Amérique sans avoir l'occasion de rencontrer la presse, de remercier ce pays pour l'accueil que j'y reçois, de remercier la presse et, particulièrement, la presse américaine, d'avoir contribué largement à l'intérêt public autour des commémorations du deuxième centenaire de la bataille de Yorktown.

- J'ai eu des conversations avec le président des Etats-Unis, les principales personnalités dirigeantes de ce pays et je suppose que certaines questions vous viennent à l'esprit sur ces problèmes ou sur quelques autres.

- QUESTION.- Monsieur le Président, souhaitez-vous l'ouverture de négociations rapides avec les Soviétiques avant le renforcement militaire américain en Europe ? L'avez-vous dit au président REAGAN ? Est-il d'accord ? Et, en annexe, M. REAGAN est-il d'accord pour l'ouverture à Paris d'une telle négociation ?

- LE PRESIDENT.- Ce sujet n'a pas été étudié assez à fond pour que je puisse vous apporter de telles conclusions. Je veux, par contre, vous dire ma position. J'ai, à diverses reprises, exprimé ce que j'en pensais, indiquant que pour moi la condition sine qua non de la paix dans le monde c'était l'équilibre des forces et, en-particulier, l'équilibre des forces entre l'Est et l'Ouest. Je l'ai dit lors d'une conférence de presse récente à Paris, les informations dont je dispose m'ont conduit à penser que, par-rapport aux années 1985, car il faut du temps entre le moment où l'on décide un armement et le moment où on le fabrique, où il est en place, un certain déséquilibre pouvait se produire au détriment de l'Alliance atlantique, pour employer un terme générique. Mais il est certain que les dispositions qui viennent d'être annoncées par le président des Etats-Unis, quelque opinion qu'on ait du contenu de ces mesures, représentent en bloc une situation changée, virtuellement changée, c'est-à-dire qu'au moment où ces armements seraient mis en oeuvre, fabriqués, ils représenteraient précisément, dans les mêmes années, un facteur d'équilibre retrouvé entre l'Est et l'Ouest, peut-être même un -rapport de forces nouveau.

- A-partir de là, toutes les cartes étant sur la table, chacune des deux super-puissances ayant une vue claire de ce dont disposera l'autre et comme il s'agit de gens sérieux, je pense que le moment de la négociation est venu.\

QUESTION.- Dans le contexte des relations Nord-Sud, les nouveaux gouvernements français et américain montrent qu'ils ont des différences de jugement et d'intention. En ce qui concerne les pays africains, monsieur le Président, estimez-vous un ajustement des deux politiques souhaitable

pays africains, monsieur le Président, estimez-vous un ajustement des deux politiques souhaitable ou possible ?

- LE PRESIDENT.- Souhaitable, certainement. Possible, c'est ce qu'il faut examiner. C'est l'intérêt de tout dialogue. Nous en avons d'ailleurs parlé tout à l'heure avec le président des Etats-Unis, pas simplement par-rapport à l'Afrique mais aussi par-rapport à l'ensemble des pays du tiers monde et, particulièrement, du tiers monde pauvre. C'est ce qui fera l'essentiel des interventions de Cancun, des vingt deux délégations présentes à cette grande conférence.

- Oui, je pense que les points de vue peuvent se rapprocher, puisqu'il faut absolument que soient définis des objectifs concrets dans les relations du monde industriel avec les pays en voie de développement. Il le faut. Ce serait une grave crise inutile et dommageable à tout le monde si l'on n'y parvenait pas, en-tout-cas, si l'on ne s'engageait pas sur la voie qui permettra d'y parvenir. Que ce soit difficile, que ce soit long dans certains domaines, j'imagine, rien n'est aisé. Mais il faut s'y engager dès maintenant. Je pense qu'il faut que soit mis sur pied tout un système qui nous permette d'avoir une politique mondiale de l'énergie au regard du tiers monde. Je pense qu'il faut développer une politique de soutien des cours des matières premières. C'est la France qui dit cela, personne ne dit le contraire, mais tout le monde s'interroge sur le moyen d'y parvenir et c'est là que la discussion est tout à fait normale et légitime et, à cet égard, les positions sont différentes. Elles peuvent se rapprocher, nous allons le voir.\

QUESTION.- Monsieur le Président, est-ce que, au-cours de vos conversations, vous avez évoqué les derniers développements de la situation en Pologne et, si oui, quelles ont été vos conclusions ?

- LE PRESIDENT.- Non, nous n'en avons pas parlé, mais nous avons appris les dernières dépêches dans les dernières heures et nous ne connaissons même pas l'état actuel de l'évolution de cette situation, c'est-à-dire si le nouveau secrétaire général du parti communiste polonais a pris des dispositions différentes de celles de son prédécesseur. Je l'ignore en-tout-cas, même à l'heure où je vous parle. On ne traite donc pas une situation en évolution comme cela, au hasard des conversations, d'autre part, notre principe est bien connu, c'est le refus de toute ingérence extérieure dans les affaires polonaises. Il n'appartient donc pas aux Etats-Unis d'Amérique et à la France de se substituer aux Polonais eux-mêmes. Cela ne nous interdirait pas, je comprends votre question, d'en parler mais, en ce moment, c'est prématuré. C'est une situation trop instable pour nous permettre d'en tirer des conclusions durables. Le principe défini reste le même pour ce qui concerne la France : le refus de toute ingérence. Mais, par contre, la France n'a pas cessé d'aider économiquement et financièrement la Pologne pour permettre à ce peuple de vivre aussi décemment que possible et nous continuerons, pour ce qui nous concerne, de mettre en oeuvre cette solidarité nécessaire.\

QUESTION.- Tout à l'heure, à bord du "De Grasse", lors du toast, vous avez dit au président REAGAN que le champ des convergences était vaste. Qu'est-ce qu'il y a donc dans ce champ de convergences pour que vous l'ayez souligné de cette façon ?

- LE PRESIDENT.- Le champ des convergences entre les Etats-Unis et la France est connu de tout le monde : depuis deux siècles, précisément, nous sommes là pour cela. Bien entendu, les choses se modernisent au fur et à mesure que le temps avance mais, enfin, nous sommes quand même dans la même Alliance. Alliance qui découle du fait que nous étions dans le même camp, celui de la liberté pendant les années difficiles de la guerre mondiale. Nous avons, faut-il le souligner, tant et tant de points communs, de soucis communs, de projets communs .. A côté de cela, il y a des points sur lesquels on a besoin de se mettre d'accord et ce ne sont pas des points négligeables mais qui ne remettent pas en cause la pérennité de l'Alliance. Le champ des convergences, est un champ que vous pourrez explorer comme moi-même. Il suffit de se retourner du côté de l'histoire et de constater simplement qu'au-cours de ces trente cinq dernières années, celles qui nous séparent de la deuxième guerre mondiale, nous avons quand même toujours maintenu le cap qui était celui de l'amitié avec les Etats-Unis d'Amérique, fût-ce dans la discussion parfois même dans la contradiction, et j'ai l'intention de continuer cette politique.\

QUESTION.- Monsieur le Président, vous avez eu l'occasion, notamment à Ottawa, de souligner

que la solidarité atlantique se concevait aussi sur le plan économique et que la politique américaine n'était pas sans conséquence sur les économies européennes dont celle de la France. Avez-vous abordé cette question cette fois-ci dans vos -rapports avec les autorités américaines et, sinon, comment jugez-vous, en-tout-cas, l'évolution de la politique américaine au-cours de ces dernières semaines ?

- LE PRESIDENT.- Je me garde de prononcer des jugements sur la politique intérieure des Etats-Unis d'Amérique. J'ai bien mon opinion mais ce n'est pas un sujet de débat public pour le Président de la République française. A Ottawa, contrairement à ce que l'on a dit d'ailleurs dans la plupart des journaux du monde entier, le problème des taux d'intérêt a occupé extrêmement peu de temps. La politique américaine était fixée. Il était illusoire de penser qu'on la ferait changer. Que l'on estime qu'elle soit dommageable aux intérêts des pays occidentaux, c'est évident, dans la mesure où, vous le savez bien, avec ces milliards de capitaux flottants, là où l'attrait un peu artificiellement créé de taux d'intérêt très élevés, exagérément élevés, ces déplacements sont nuisibles à tous les autres, dont nous sommes. Et cela oblige donc à faire une sorte d'échelle de perroquet où tout le monde se trouve finalement à un niveau trop élevé et c'est tout le système qui se trouve mis en cause. Cela nous l'avons déjà dit en diverses circonstances. Il appartient aux Américains, connaissant le point de vue de leurs alliés occidentaux d'en tirer les conséquences. La préoccupation des Américains, c'est les Etats-Unis d'Amérique, c'est leur politique, il n'y a pas à juger si elle est semblable ou différente de celle de la France. Il est évident qu'elle est différente, cette politique intérieure, économique en-particulier, mais elle est de leur ressort et après avoir dit ce que l'on a dit au-point de départ, on n'a rien d'autre à ajouter sinon que l'efficacité de notre entente sera d'autant plus renforcée que nos pays ne se gêneront pas l'un l'autre dans leur volonté de redressement national, de relance économique et de croissance.\

QUESTION.- Vous parliez de convergences tout à l'heure. Je voudrais par-rapport aux pères fondateurs et aux grands penseurs du XVIIIème siècle, que vous parliez peut-être un petit peu des divergences de l'évolution des deux démocraties actuellement.

- LE PRESIDENT.- Nous avons besoin de dialoguer avec nos amis américains pour ajuster nos positions qui sont différentes, sur l'appréciation de la situation en Amérique latine en général, de l'Amérique centrale en-particulier. Nous avons besoin d'ajuster nos positions sur la politique des taux de change sur la situation monétaire internationale. La liste ne serait pas très longue, mais enfin je préfère que vous me posiez des questions concrètes sur tel ou tel point car je ne veux pas procéder à un examen général ici, ce n'est pas le lieu.

- Dans l'approche de Cancun, jusqu'à quel point les Etats-Unis d'Amérique et la France ont la même position dans l'idée qu'ils se font du soutien du cours des matières premières, de la mise en place d'un système veillant au développement de l'énergie, à sa répartition dans l'ensemble des pays du tiers monde. Voilà des points sur lesquels nous avons besoin de rapprocher nos points de vue qui sont parfois présentés de façon antinomique, ce qui me paraît excessif, mais où, c'est bien normal nous avons des intérêts nationaux différents, nous avons une connaissance du monde différente et l'intérêt de nos conversations, conversations entre amis, c'est que cela permet peu à peu de réduire cette marge. La somme des divergences n'atteint pas, loin de là, la somme des convergences.\

QUESTION.- Monsieur le Président, justement à propos de la situation en Amérique centrale, est-ce que vous avez l'impression, d'après vos conversations que le fossé entre les deux pays s'est un peu rétréci. Et d'une manière générale, quelle impression retirez-vous des conversations que vous avez pu avoir avec le président, vice-président et le secrétaire d'Etat ?

- LE PRESIDENT.- De façon générale, ce furent de bonnes conversations, je m'emploie pas là un langage diplomatique. C'est un dialogue facile. Les dirigeants des Etats-Unis d'Amérique parlent franc et net et je crois que j'agis de même. Donc c'est un dialogue facile. Les problèmes sont posés en toute clarté et chacun agissant de même, on peut avancer. C'est un dialogue qui se déroule dans un climat sympathique, cordial. Nous sommes tous marqués par l'histoire. Nous célébrons aujourd'hui un souvenir. Par-rapport à l'Amérique latine, particulièrement l'Amérique

centrale, c'est vrai que la France a signé une déclaration commune avec le Mexique qui n'était pas exactement conforme à la façon d'agir et de penser des Etats-Unis d'Amérique. Nous sommes un pays souverain, nous agissons comme nous pensons devoir agir dans l'intérêt même de cette partie du monde, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et des principes de liberté. Nous ne serions pas du tout favorables à une démarche qui aboutirait dans ces pays à substituer une dictature à une autre. Nous souhaitons un processus démocratique pour la conquête des libertés. Mais nous n'en sommes pas maître, il appartient à ces peuples d'en décider eux-mêmes. On en a discuté davantage ce matin avec M. le secrétaire d'Etat car nous n'avons pas disposé d'un temps suffisant pour débattre de tout avec le président REAGAN. Je crois pouvoir dire que cette discussion nous a permis d'ajuster avec plus de précision les limites dans lesquelles nous pouvions et l'un et les autres agir.

QUESTION.- Monsieur le Président, vous nous dites donc qu'à Ottawa la politique américaine vous la connaissiez bien. Elle avait été formulée auparavant, donc que c'était absolument inutile de s'étendre là-dessus. Est-ce que vous aurez la même attitude à l'endroit de l'attitude des Américains dans leurs relations avec le tiers monde. La position de M. REAGAN a été très expliquée la semaine dernière. Est-ce qu'à ce moment les gens se diront de la même façon à quoi ça sert de discuter, la position est claire ?

- LE PRESIDENT.- Vous parlez de choses qui ne sont pas comparables. Le premier point concerne la politique intérieure des Etats-Unis d'Amérique. Moi je prendrais très mal qu'un chef d'Etat étranger vienne me dire voilà comment il faut que vous fassiez en France. Une fois passé le stade de l'avis amical donné sur l'hypothèse ou l'opinion que l'on a d'une politique, il faut s'arrêter là. Les Américains des Etats-Unis d'Amérique sont maître chez eux et comme je suis très vigilant sur le fait que nous devons rester maîtres chez nous, je ne me permettrais pas d'agir autrement que je le demande à notre égard. C'est complètement différent, c'est de la politique intérieure.

- La politique au regard du tiers monde, c'est une politique extérieure qui nous concerne tous et sur laquelle nous avons tous alors un droit éminent, d'avis ou d'opinion. Alors là, comme je le répétais tout à l'heure, c'est un sujet en perpétuelle gestation et quelles que soient les positions des Etats-Unis d'Amérique au-cours des jours qui viennent, on constatera des points d'accord et s'il y a des points de désaccord, on continuera d'en discuter. Bien entendu, cette discussion ne sera pas réservée à quelques privilégiés dans le secret des chancelleries, vous en serez parfaitement informés.

- QUESTION.- (inaudible...).

- LE PRESIDENT.- Cancun, ce n'est pas un dialogue franco - américain. Il y a vingt deux délégations et c'est la rencontre de pays industriels et pays du tiers monde, donc ce n'est pas autour des propositions américaines et françaises que cette affaire tourne. Maintenant quant à savoir quelle sera la position du président REAGAN à Cancun, lui-même en a déjà dit quelque chose récemment et nous en avons effectivement parlé, mais attendez Cancun pour juger.

QUESTION.- Est-ce que vous avez parlé aujourd'hui du Moyen-Orient et, dans ce contexte, est-ce que vous pouvez nous dire si vous avez reçu des garanties suffisantes de l'Irak pour envoyer vos centres nucléaires là-bas ?

- LE PRESIDENT.- Nous avons parlé du Proche-Orient, un peu moins du Moyen si l'on veut établir une ligne géographique Nord-Sud dans cette région du monde. On n'a pas du tout parlé de l'Irak et d'un éventuel accord entre la France et l'Irak. Pas du tout. Cela n'est pas venu dans la conversation. Mais, par contre, nous avons en effet parlé en profondeur du problème du Proche-Orient. La situation de l'Egypte, les positions de l'Arabie saoudite, le règlement du Sinai, les démarches de pays occidentaux dans cette affaire.

- QUESTION.- A propos de l'Arabie saoudite, si la France avait des Awacs, est-ce qu'elle en vendrait à l'Arabie saoudite ?

- LE PRESIDENT.- On n'en a pas.

QUESTION.- A propos du Proche-Orient, je vous ai entendu ce matin à la télévision américaine dire que vous pensez qu'ultimement l'Union soviétique devrait être d'accord avec tout projet d'accord dans cette région pour que la paix soit établie. Je ne crois pas que cela soit du tout la

à accord dans cette région pour que la paix s'installe. Je ne crois pas que cela soit du tout la position américaine sur la question. Est-ce que vous en avez parlé ?

- LE PRESIDENT.- Mon propos était plus précis. J'ai dit que, pour parvenir à la paix, c'était aux pays de cette région du monde d'en discuter entre eux. Chose difficile mais personne ne peut se substituer à eux. Cela a été l'erreur de la plupart des démarches des vingt dernières années, rappelez-vous quand on parlait des "quatre grands". Même l'organisation des Nations unies `ONU` s'y est bien usée. Je pense que, si l'accord s'établit, il serait bon qu'ils disposent là de l'accord des grandes puissances dont l'Union soviétique est à l'évidence. Voilà ce que j'ai voulu dire. A la fois, il ne faut pas que l'Union soviétique soit un des intervenants dans la négociation, pas plus d'ailleurs que les puissances extérieures au théâtre de cette région, mais si l'on veut que l'accord final soit reconnu par tous ceux qui ont des intérêts de près ou de loin à l'équilibre du Proche-Orient, je pense que cette caution serait utile. C'est une opinion personnelle et je ne me suis pas du tout occupé de savoir si le président REAGAN était d'accord. Il le serait peut-être d'ailleurs parce que, si je dis les grandes puissances, les Etats-Unis en sont aussi une, me semble-t-il. Après tout, cela pourrait les intéresser.\

QUESTION.- Monsieur le Président, vous allez au Mexique dans la semaine qui vient. Est-ce que vous avez l'intention là-bas de rencontrer M. Fidel CASTRO ?

- LE PRESIDENT.- S'il s'y trouvait et s'il me demandait rendez-vous, je ne vois pas de raison pour que je lui refuse cette rencontre. Il m'a d'ailleurs déjà reçu à la Havane, il y a quelques années. Mais je ne crois pas qu'il s'y trouve, enfin à moins que vous ne m'apportiez la nouvelle et, d'autre part, je ne vais pas à Mexico pour le rencontrer. En principe je vais à Mexico pour rencontrer des Mexicains. J'ai rendez-vous, en effet, avec un mexicain important qui est le président du Mexique. J'ai cru que vous alliez me dire : "Est-ce que vous allez rencontrer LOPEZ PORTILLO ?" et voilà que vous me dites Fidel CASTRO .. Pas davantage je n'irais à la Havane pour rencontrer Lopez PORTILLO.\

QUESTION.- Monsieur le Président, -compte tenu des récents événements en Egypte, pensez-vous qu'une accélération du processus de Camp David soit souhaitable ?

- LE PRESIDENT.- Là, on entre dans le domaine des hypothèses. L'accélération, vous voulez dire, par exemple, de rapprocher la date d'avril, pour le règlement du Sinai ? Cela ne dépend pas de moi, je n'en sais rien, ce serait déjà très bien si c'était réglé au mois de mars. Je pense qu'il est bon que, dans les relations entre Israël et l'Egypte, on arrive au terme des accords qui concernent ces deux pays. C'est le côté le plus efficace des accords de Camp David que j'ai, dans le passé et encore aujourd'hui d'ailleurs, approuvés. J'ai toujours, par contre, indiqué que je ne pensais pas que ces accords - qui ont été positifs - puissent permettre le règlement du problème palestinien. Les signataires de l'accord de Camp David pouvaient penser que d'autres pays viendraient se joindre à cet accord et, aujourd'hui, il paraît évident qu'aucun d'entre eux n'y viendra. Donc Camp David aura donné l'année prochaine, je l'espère, le meilleur de ce qu'il pouvait donner. En ce sens cela aura été une démarche très positive.

- Mais, maintenant, il faut multiplier les itinéraires pour parvenir à la paix. Il s'en dessine plusieurs, j'ai eu récemment l'occasion de commenter l'initiative de l'Arabie saoudite. Il peut y en avoir d'autres. Eh bien ! il faut être pratique, tous les chemins qui mènent à la paix sont les bons.\

QUESTION.- Monsieur le Président, vous allez demain prononcer un discours sur le champ de bataille de Yorktown qui va être entendu par les Américains. Est-ce qu'à vos yeux, dans ce discours, la partie la plus importante, la plus constructive, devrait être celle dans laquelle vous ferez l'exposé de ce que veut actuellement le gouvernement français, l'autorité française pour une nouvelle appréciation des -rapports entre le Nord et le Sud, entre les pays riches et les autres ?

- LE PRESIDENT.- Non, ce n'est pas du tout l'objet de mon discours de demain à Yorktown, pas du tout. Tout au plus insisterai-je sur les relations bilatérales entre les Etats-Unis d'Amérique et la France. Ce qui peut supposer certaines implications touchant à ces relations à l'extérieur de nos deux pays, mais cela ne peut être qu'une projection rapide, ce n'est pas l'objet d'un discours dans ces circonstances et devant ce public. J'exposerai mes idées à ce sujet essentiellement à Cancun et je l'aborderai également, mais avec une certaine marge d'appréciation en-raison des

circonstances, à Mexico.

- J'aurai trois occasions de m'exprimer.

- Demain, c'est la célébration d'un important bicentenaire dans les relations franco - américaines, qui touche en profondeur à l'aspect affectif, on pourrait dire sentimental et historique aussi, des relations de nos deux peuples. On doit, à-partir de là, en tirer un certain nombre de conséquences actuelles. Ensuite, à Mexico, je m'adresserai à un public proprement mexicain et où je m'efforcerai d'aborder les problèmes proches d'eux. Enfin, Cancun, mais nous en avons déjà parlé.\

QUESTION.- Monsieur le Président, avez-vous été surpris par le changement de ton de la presse officielle soviétique qui vous a couvert d'éloges récemment, après avoir été nettement plus réservée dans un proche passé ?

- LE PRESIDENT.- Je ne peux pas dire, je n'ai pas été plus surpris par l'éloge que par la critique. Ce qui veut dire, par là, que la critique ne m'avait pas tellement étonné. Mais l'éloge me paraît encore mieux mérité.

- QUESTION.- Monsieur le Président, encore au sujet des Awacs. Est-ce que vous pensez que c'est souhaitable que les Etats-Unis vendent des Awacs à l'Arabie saoudite et aussi continuent d'acheter le pétrole de Libye ?

- LE PRESIDENT.- J'ai déjà dit que, pour ce qui concerne les Awacs, ce n'est pas mon affaire. Aux Etats-Unis d'Amérique de savoir s'ils doivent vendre, à l'Arabie de savoir s'il elle doit acheter, ce n'est pas mon affaire. Pour ce qui concerne les relations avec la Libye, la France a des accords signés avec la Libye, des accords antérieurs à mon arrivée aux responsabilités du pouvoir, je les applique et je les respecte et je ne ferai pas le reproche à d'autres d'agir de même, c'est tout ce que je peux vous dire.\

QUESTION.- Monsieur le Président, si vous deviez définir la philosophie générale qui fonde la cohérence, disons des trois étapes de votre voyage et des discours que vous y tiendrez, vous venez de le dire, comment le feriez-vous ?

- LE PRESIDENT.- D'un seul mot : la liberté. Nous célébrons demain matin le deuxième centenaire d'une bataille qui a vu les Français et les Américains associés pour la conquête d'une liberté. La droit d'un peuple à disposer de lui-même et quel peuple ! Quel immense peuple ! Et quel événement ! Naissance de l'histoire moderne. A Mexico, comment ne célébrerai-je pas l'aspiration à la liberté et au droit de disposer de soi-même de tant de peuples opprimés par les oligarchies, par les dictatures. A Cancun, comment ne penserais-je pas que la liberté n'est véritable que lorsque les conditions économiques de sa survie sont assurées. Voilà la cohérence, elle est là. La liberté partout. En-tout-cas, la mise de la France au service de la liberté.\